

VENEZUELA:

Caracas, capitale mondiale de la paix

Par Adrien Welsh

L'espace d'une semaine, du 9 au 14 avril derniers, Caracas s'est convertie en capitale mondiale de la paix. Cette ville présentée comme l'antre du diabolique et sanguinaire Maduro dans la presse vénale a accueilli une soixantaine de jeunes représentant une trentaine d'organisations venues des quatre coins de la planète à l'occasion du Conseil général de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique.

À cette délégation se sont joints les délégué-es du Conseil mondial pour la paix (dont l'organisation célèbre ce mois-ci le 70e anniversaire), formant ainsi une brigade de solidarité avec le peuple du Venezuela qui, tels les irréductibles Gaulois, résistent encore et toujours à l'envahisseur... Sauf que la menace d'invasion est, cette fois-ci, bien réelle.

En effet, le Venezuela est victime d'une guerre non-conventionnelle, d'une agression multiforme qui implique des actes de sabotage des plus complexes, une guerre économique qui prive le pays de dizaines de milliards de dollars, une guerre psychologique et médiatique ainsi qu'une tentative à peine masquée de coup d'État avec la reconnaissance du militant d'extrême-droite Juan Guaido comme Président légitime du pays par les États impérialistes.

Avant même notre arrivée, nous délégué-es, avons pu en constater l'ampleur. Déjà, certains parmi nous ont eu quelques difficultés à atteindre notre destination. Des camarades africains ont eu toutes les misères du monde afin d'obtenir les visas de transit nécessaires lors de leur périple. Moi-même, pourtant citoyen canadien, ai dû me soumettre à un interrogatoire des plus pénibles lors de mon transit aux États-Unis. Même son de cloche au retour d'ailleurs, mais à Montréal cette fois-ci où des douaniers fidèles aux directives de Trump - Freeland, ont pris un malin plaisir à inspecter un peu plus que le contenu de mes bagages... Si ça ne fait pas partie d'une tentative de guerre psychologique, je me demande bien de quoi il s'agit...

Une fois sur place, au bout de quelques heures nous avons connu un *apagon*, une coupure d'électricité. Certes, au même moment, de nombreux foyers québécois manquaient d'électricité, mais au Venezuela, la cause n'avait rien à voir avec la situation climatique du pays : 90% du pays a été plongé dans le noir, chose inédite dans l'histoire récente du pays, ce qui laisse sous-entendre que des actes de sabotages sans doute pilotés depuis l'étranger en sont la cause. Je pourrais vous décrire l'état d'esprit des *caraquenos* qui, pour la plupart, craignaient qu'il s'agisse d'un signal d'assaut pour déposer le gouvernement légitime de Nicolas Maduro, mais je vous en fais grâce faute d'espace.

Nous avons également pu voir à quel point les sanctions économiques tiennent la population vénézuélienne en otage. L'hyperinflation fait qu'une douzaine d'œufs coûte le tiers d'un salaire mensuel et un cahier de notes, la moitié. Certes, ce n'est pas glorieux, mais malgré tout, l'éducation est gratuite et les denrées alimentaires de base sont distribuées jusque dans les coins les plus isolés du pays par les Comités locaux d'approvisionnement populaire (CLAP) pour la modique somme de 120 Bolívares (le salaire minimum est de 18 000 Bvs). Je le sais, j'ai participé à la distribution de quelques boîtes CLAP.

Tout n'est évidemment pas rose au Venezuela, et imputer tous les problèmes du pays à l'impérialisme états-unien relève d'un manque de rigueur qui n'aide en rien le combat du peuple vénézuélien dans sa lutte ... **Suite p. 2** →

LA CRISE ENVIRONNEMENTALE



150 000 personnes, particulièrement des jeunes, des écolières et des écoliers qui ont fait grève ce jour-là, ont manifesté pour l'environnement le 15 mars dernier à Montréal,

Extraits du programme du Parti communiste du Canada tel qu'amendé et proposé par le Comité central

Sous le capitalisme, la main-d'œuvre et l'environnement naturel sont exploités pour satisfaire l'objectif prioritaire des capitalistes, c'est-à-dire la réalisation de profits privés. En tant que système, le capitalisme ne peut exister qu'en augmentant continuellement l'étendue et l'intensité de l'exploitation et de l'appauvrissement de la main-d'œuvre, ainsi que le pillage de l'environnement.

Le système impérialiste est la cause fondamentale de la dégradation de l'environnement et des inégalités en matière d'utilisation des ressources. Le capitalisme, en tant que mode de production et de consommation, a élevé la dégradation de la nature à des niveaux jamais atteints dans l'histoire. Quelques exemples parmi d'autres le montrent clairement au Canada : les conséquences dévastatrices de l'extraction de sables bitumineux sur la société et sur la santé des peuples autochtones du nord de l'Alberta, l'épuisement des stocks de poissons de l'Atlantique et du Pacifique, le risque de disparition de la forêt pluviale tempérée à cause des coupes à blanc, l'aggravation de la pollution du bassin hydrographique des Grands-Lacs et la détérioration avancée de l'environnement urbain d'un grand nombre de villes.

La contradiction croissante entre le mode de production capitaliste et l'environnement mondial menace la planète entière. L'expansion du capitalisme sur tous les continents, l'ampleur de la consommation des ressources et de l'énergie, l'effarante production de déchets, l'apparition et la prolifération de nouveaux produits toxiques répandus à des taux de concentration élevés ont causé la destruction et l'extinction, à un degré inégalé, de nombreuses espèces et systèmes écologiques. Appelée par de nombreux scientifiques Anthropocène, la sixième vague d'extinction et de réduction de la diversité biologique de l'histoire de la Terre est directement liée à l'impact des activités économiques humaines, en particulier le changement climatique et le réchauffement de la planète causé par les émissions de carbone. Des régions entières sont affectées par la pollution de l'air, par la toxicité des océans et des systèmes hydrologiques des lacs et des rivières, ainsi que par la détérioration des zones littorales et des sols. Les dernières grandes forêts de la terre sont gravement menacées. Les problèmes dus à l'expansion tentaculaire des villes, au trafic et aux ordures se multiplient, les déchets nucléaires s'accumulent, les nappes phréatiques s'épuisent et les habitats de multitudes d'espèces animales disparaissent. Alors qu'aucun pays n'est à l'abri, ... **Suite p. 2** →

**Loi 17:
un cadeau de la
CAQ à UBER**

Page 2

**Projet de loi 21:
Déclaration conjointe
de la LJCQ et du PCQ**

Page 3

**1er mai 2019:
Déclaration du Comité
exécutif central du PCC**

Page 3

**Roger Waters, de
Pink Floyd, continue
à défier les murs**

Page 4

Suite de la p. 1—Environnement—... certains des déchets les plus dangereux pour l'environnement comme la montée des océans et la sécheresse, affectent les peuples du sud de la planète, qui réclament des réparations climatiques aux sociétés transnationales et aux puissances impérialistes.

Le Canada dispose de certaines des plus importantes ressources et réserves environnementales encore disponibles au monde. Mais les ravages causés par les entreprises et l'inaction des gouvernements, qui devraient pourtant mettre fin à de telles dévastations et renverser la tendance, menacent nos terres, nos rivières, notre littoral, l'air que nous respirons, la flore et la faune et la santé du peuple. Le capitalisme, de par sa nature, est incapable de la résolution de la crise environnementale dans la mesure où sa recherche du profit tend à accélérer l'expansion et l'intensification de l'extraction des ressources. Les plus petites réformes, telles que des moratoires spécifiques, limités et relatifs à l'extraction de ressources, suscitent une résistance obstinée. La course pour des profits toujours plus élevés se cache le plus souvent derrière le prétexte de protéger les emplois.

La lutte des travailleurs pour la santé et la sécurité au travail, ainsi que pour la sécurité d'emploi est inséparable de la lutte pour la protection et la restauration de l'environnement dans son ensemble, et pour un changement fondamental des attitudes et des rapports économiques à l'égard de l'environnement. De nos jours, alors que l'exploitation capitaliste et les crises s'aggravent, la question de l'environnement est indissociablement liée à celle des conditions de vie de la classe ouvrière, et cela ici même au Canada. Des secteurs de travailleurs et de travailleuses syndiqués, particulièrement les secteurs de ressources, ont accepté le discours des entreprises qui oppose mesures de protection de l'environnement et protection des emplois. Pour garantir des emplois viables à long terme, il faut protéger l'environnement, nécessitant l'unité des peuples autochtones, des environnementalistes, des communautés et des travailleurs contre leur ennemi commun, le capitalisme monopoliste.

À elles seules, les réformes ne peuvent mettre fin à la tendance générale à la dégradation de l'environnement. Plusieurs des mesures de protection mises en œuvre jusqu'ici sont aujourd'hui affaiblies ou détruites par la déréglementation néolibérale et les coupures de budget. Le capital n'a jamais accepté de bon gré les atteintes à la propriété privée et à son "droit" d'exploiter. Ni les transnationales, ni les capitalistes dans leur ensemble ne sont capables de résoudre la crise environnementale. Les problèmes environnementaux qui s'accumulent sont si vastes, la mise en œuvre de solutions connues est si urgente et l'accroissement de la crise fait tellement partie de la nature du capitalisme qu'un changement révolutionnaire démocratique contre le capitalisme lui-même est nécessaire. Des changements si fondamentaux ne peuvent être réalisés que par l'action politique organisée de la classe ouvrière en unité avec ses alliés de classe.

Les pays socialistes ont tenté avec plus ou moins de succès d'éviter la destruction écologique causée par l'exploitation capitaliste des ressources, mais obligés de rivaliser économiquement et militairement avec les puissances impérialistes, ils ont souvent commis de profondes erreurs, causant de graves dégâts environnementaux. Un des facteurs qui contribua à aggraver la situation fut le manque de discussion complète au sein d'un certain nombre de partis communistes au pouvoir. Cela a affecté négativement la capacité de corriger rapidement celles-ci, de manière à construire le socialisme sur la base d'un environnement viable. De tels dégâts n'étaient pourtant pas propres au socialisme, puisque ce système ne vise pas la réalisation de profits privés. En fait, le socialisme a permis à Cuba et à la Chine de s'attaquer de manière globale à la crise environnementale, comme par exemple un virage massif vers les énergies renouvelables.

Bien que le socialisme ne garantisse pas la durabilité environnementale, il met l'environnement avant les profits, offrant la seule alternative pour éviter la catastrophe par le biais de mesures économiques planifiées visant à réduire considérablement les émissions de carbone. Seul le socialisme permettra à l'humanité de corriger scientifiquement l'impact de la destruction anarchique et non planifiée de l'environnement naturel par le capitalisme, et de se débarrasser de ce système. Les connaissances et les ressources de l'humanité doivent être utilisées pour protéger la terre pour les prochaines générations. ♦



LOI 17 : UN CADEAU DE LA CAQ À UBER

Par JP Fortin

Le gouvernement caquiste de François Legault s'apprête à semer le désordre et la précarité dans l'industrie du taxi québécoise au bénéfice du géant Uber. Le projet de loi 17 déposé à la fin mars par le ministre François Bonnardel propose la disparition des permis de taxis et la déréglementation complète de l'industrie du taxi.

Le gouvernement caquiste cède ainsi à toutes les demandes d'Uber. On se souvient que les libéraux en 2016 avaient déjà cédé à l'intimidation et au chantage de la multinationale. En adoptant sous bâillon le projet de loi 100 assorti d'un « projet pilote », le gouvernement Philippe Couillard avait permis à Uber de poursuivre ses activités au Québec tout en contrevenant à ses lois sur le transport rémunéré de personnes. Avant la loi 100, Uber opérait dans l'illégalité complète au Québec mais parvenait à déjouer les inspecteurs-trices et les autorités avec l'application secrète *Greyball*. Les chauffeurs-euses de taxi avaient fait savoir leur mécontentement à l'époque mais le gouvernement libéral n'avait pas reculé.

Dès son arrivée au Québec, Uber a su tirer avantage de son illégalité pour voler les clients des chauffeurs de taxi. Sous le couvert de l'« innovation », le modèle d'affaire de la multinationale est en fait une suite de vieilles méthodes d'exploitation des travailleurs-euses. Les « partenaires-chauffeurs-euses » d'Uber sont des « travailleurs-euses indépendants » qui utilisent leurs véhicules personnels pour effectuer le transport de personnes. De surcroît, ils remettent plus du quart de leurs revenus à la multinationale qui engrange tout dans des paradis fiscaux. Plusieurs études ont démontré qu'en prenant compte la dépréciation de leurs véhicules et divers coûts, la plupart des chauffeurs-euses Uber ne font même pas le salaire minimum. Dans certains cas, ces chauffeurs-euses sans avantages sociaux payent pour travailler pour Uber.

Depuis les années 1970, les chauffeurs-euses de taxi doivent débours

EN LUTTE!

eurs-euses de taxi doivent débours d'importantes sommes pour obtenir un permis, un véhicule et se conformer à la loi. Avec Uber, n'importe qui avec un téléphone intelligent et un permis de conduire peut devenir un conducteur. Jusqu'à récemment, le permis de taxi représentait un actif considérable que le chauffeur ou la chauffeuse, et sa famille, pouvait par la suite revendre si nécessaire. Avec la déréglementation possible, le prix des permis est en chute libre et plusieurs conducteurs-trices n'auront d'autre option que de déclarer faillite. De plus, ce n'est pas seulement les chauffeurs-euses de taxi qui payeront mais l'ensemble des contribuables qui verseront 500 millions \$ en compensation à l'industrie pour permettre à Uber d'avoir le champ libre au Québec. La valeur des permis ayant été évaluée à 1,3 milliard en 2014, François Legault devra faire face à la colère de milliers de familles.

Les chauffeurs-euses de taxi ne devraient pas payer pour la détérioration de leurs conditions de vie. Les Québécois-es ne devraient pas faire les frais d'une déréglementation complète de l'industrie pour plaire à des milliardaires. Il est temps d'amener Uber devant les tribunaux et d'assurer un revenu décent pour les travailleurs-euses du taxi. Les « partenaires-chauffeurs-euses » d'Uber doivent réclamer leurs salaires et leurs dépenses à la multinationale. Unis, les travailleurs et les travailleuses doivent résister aux politiques corporatistes et réactionnaires du gouvernement Legault! ♦



ABI: LE RETOUR DU "CHEUF"!

Cela fait maintenant 15 longs mois que l'Aluminerie de Bécancour Inc. (ABI) a mis le 11 janvier 2018 plus d'un millier de ses employé-e-s en lock-out pour les forcer à accepter des reculs dans leurs conditions de travail. À quelques reprises, les employé-e-s ont rejeté très largement des « offres finales » consistant à toujours plus de reculs.

Le gouvernement Libéral de Philippe Couillard et Hydro-Québec ont conclu une entente avec ABI lui permettant de ne plus payer sa facture d'électricité en cas de force majeure,

incluant une grève ou un lock-out. Les coûts d'électricité étant très importants dans ce genre d'industrie, ABI a ainsi pu maintenir une production en utilisant ses cadres et tout en économisant près de 200 millions \$ en frais d'électricité. Autrement dit, l'État québécois subventionne aux frais des contribuables le lock-out de la Cie.

C'est entre autres pour qu'il rétablisse l'équilibre des forces que le syndicat Métallos avait demandé l'intervention du Premier Ministre. Mais voilà qu'à la surprise générale, fin mars, après avoir rencontré les deux parties, Legault se prononce publiquement en faveur de l'employeur et dénonce le syndicat, déclarant ses revendications exagérées, si on considère les bons salaires payés par la Cie. Les Métallos et la FTQ ont rappelé que le salaire annuel du PDG de la Cie, Roy Harvey, était passé lui, de 4 à 13 millions \$ de 2016 à 2018. Néanmoins, cela ne semble pas offusquer Legault.

L'intervention de Legault a évidemment eu pour conséquence de conforter l'attitude rigide de la Cie qui continue d'exiger des concessions. Jamais depuis l'époque du « Cheuf Duplessis » n'a-t-on vu pareille chose de la part d'un premier ministre, intervenir aussi ouvertement en faveur de la partie patronale dans une négociation privée.

Par la suite, le Ministre du Travail Jean Boulet a soumis aux deux parties une « hypothèse de règlement pour régler le conflit. Mais le syndicat a repoussé cette hypothèse parce qu'elle consiste en un « copié-collé » de la dernière offre patronale, que les membres du syndicat avait préalablement rejetée très fortement. Aussi, contrairement à ce que le ministre souhaite, le syndicat ne compte pas soumettre cette hypothèse à ses membres pour un vote en assemblée générale. Pour sa part, (on se demande bien pourquoi?) ABI a répondu « positivement » à l'hypothèse du ministre.

Legault est fier de se décrire comme un gouvernement « d'hommes d'affaires » et la CAQ a un programme particulièrement anti-syndical, inspiré par les pires calamités imaginées par les conservateurs de Harper et du courant Right-to-Work provenant des États-Unis (notamment sur l'interdiction de pratiquer un syndicalisme se préoccupant plus que de la seule gestion de convention collective). Legault avait promis aux centrales syndicales de mettre cette partie du programme en veilleuse durant la campagne électorale, mais il ne peut plus se retenir. ♦

→ **Suite de la p. 1 — Caracas...** contre l'impérialisme justement.

Il y a bel et bien une crise, mais rien qui suggère l'existence d'une crise humanitaire. Ce n'est pas une crise du processus bolivarien, encore moins une crise du socialisme : il s'agit d'une crise du système capitaliste (car oui, le Venezuela est un État capitaliste) rentier basé sur l'exportation quasi-exclusive du pétrole.

Si cette crise accentue les sévices infligés par les agressions impérialistes, il n'en demeure pas moins que le peuple vénézuélien ne méprend pas la proie pour l'ombre. Nombreux sont ceux et celles qui, des rangs de l'Académie militaire aux simples citoyen-nes participant aux Conseils communaux voire impliqués dans les activités sportives ou culturelles en passant par les dirigeant-es étudiants m'ont bien fait comprendre que malgré les différents problèmes, au moins depuis Chavez, leur pays est dirigé depuis Miraflores et non depuis le Pentagone. Les Vénézuélien-nes sont enfin « maîtres chez eux ».

Or, leur permettre d'être maîtres chez eux sans combattre les tentatives d'ingérence du Canada, des États-Unis, des pays du groupe de l'OEA et du Groupe de Lima, ce serait faire confiance à l'impérialisme pour lequel il n'existe que des marchés, de la main d'œuvre à exploiter et des ressources naturelles à piller. ♦

Clarté

Clarté est publiée par Clarté et imprimée chez Hebdo-Litho

Collaboration:

M Breton-Fontaine, K. Cariou, P. Fontaine, J.P. Fortin, R. Luxley, F. Mella, N. Raymond, A. Welsh.

Commentaires et lettres à l'éditeur:

Clarté vous encourage à lui écrire:
Rédacteur en chef: Robert Luxley
5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal,
H2V 4G9, 438-338-8890
pcqpc@gmail.com

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Qc.

Clarté est heureuse de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel. Nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

Projet de loi 21: défendre la discrimination et l'oppression au nom de la laïcité

Déclaration conjointe de la Ligue de la jeunesse communiste et du Parti communiste du Québec

La Ligue de la jeunesse communiste et le Parti communiste du Québec condamnent le projet de loi 21 sur la laïcité de l'État déposé par le gouvernement Legault le 28 mars dernier. Laïque, cette loi ne l'est que par le nom. En fait, derrière ce libellé sciemment choisi pour induire en erreur les Québécois-es même les plus progressistes, se cache la vraie nature du gouvernement Legault, celle d'un gouvernement foncièrement réactionnaire, identitaire et nationaliste.

Sous prétexte de vouloir instaurer des règles encadrant la laïcité de l'État Québécois, Legault et son ministre Simon Jolin-Barrette, proscrirent le port de tout signe religieux aux fonctionnaires « en position d'autorité », ce qui, selon eux, inclut les enseignant-es, les policiers-ères, les juges, etc. Bien que tous les signes religieux soient en théorie bannis, dans un contexte d'islamophobie ambiante, il ne fait aucun doute que les femmes musulmanes voilées sont les premières visées, ce qu'atteste d'ailleurs la mesure sommant que celui ou celle qui tient à recevoir un service de l'État devra se découvrir le visage « pour des fins d'identification ».

En fait, l'objectif réel de cette loi n'est pas seulement de diviser, mais de banaliser, de légaliser et d'institutionnaliser l'oppression et la marginalisation dont sont déjà victimes en premier lieu les personnes musulmanes, mais aussi tous ceux et celles qui décident de porter un signe religieux (sauf peut-être une croix catholique, pour laquelle il n'y aura pas de fouille à nu, a promis Jolin-Barrette). D'ailleurs, il ne faut pas tomber dans le leur du retrait du crucifix de l'Assemblée nationale qui n'est qu'une manoeuvre pour faire croire que toutes les religions passent dans le tourdeur.

Communistes, nous sommes de frères partisans et partisans de la laïcité, une valeur fondamentalement progressiste. Cependant, nous dénonçons toute tentative de l'instrumentaliser afin de justifier

des positions racistes, misogynes, islamophobes et discriminatoires à l'égard des différentes religions. La laïcité n'a absolument rien à voir avec les signes religieux. Elle ne prescrit que la neutralité de l'État et de ses institutions envers les religions, ce qui signifie que les lois ne peuvent être basées sur des considérations religieuses, que justice ne peut être rendue au nom de Dieu ou que les services publics doivent être dispensés à tous et toutes sans égard à leurs croyances religieuses. Que la personne dispensant ces services, qu'elle soit en position d'autorité ou pas, vêtisse un signe religieux apparent ne donne aucune indication quant à sa compétence et sa capacité de dispenser le service en question en toute impartialité. Quel que soit leur habillement, toutes les personnes qui évoluent au sein des institutions publiques sont porteuses de bagages identitaires, culturels et religieux. Elles sont malgré tout capables de faire la distinction entre leurs fonctions et leurs religions dans un contexte laïque.

Dans les faits, le Québec est un État laïc et ce, depuis 1960. Il y a longtemps que l'influence des congrégations religieuses n'a plus droit de cité dans les affaires publiques. La laïcité ne pose donc aucun problème: elle est acceptée de la vaste majorité de la population et appliquée *de facto*. Avec le projet de loi 21, le gouvernement Legault ne rend pas l'État plus laïc qu'il ne l'est déjà. Par contre, sa loi s'attaque aux droits fondamentaux d'individus de religions minoritaires so-disant pour s'ajuster à la volonté de la majorité dont les pratiques religieuses n'impliquent pas le port de signes particuliers visibles. Ce faisant, elle crée une injustice flagrante qui va à l'encontre du principe même de la laïcité de l'État, qui exige que toutes les religions soient traitées également. Contrairement aux prétentions du gouvernement, la loi ne mettra pas fin au débat sur la laïcité ni ne renforcera l'unité des Québécois-es autour du

« vivre ensemble ».

Bien au contraire, elle remue le couteau dans une plaie béante, ouverte il y a 10 ans à l'époque de la Commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables, et entretenue par les différentes forces politiques qui y ont trouvé leur compte afin de faire diversion au moment d'imposer des mesures néolibérales, des politiques d'austérité ou tout simplement pour des raisons purement populistes et électoralistes. Or, pendant ce temps, les groupes identitaires, nationalistes, suprématistes, fascistes comme La Meute, s'organisent et tentent de faire croire que l'immigration, et plus particulièrement l'immigration musulmane, menacerait la survie de la nation. D'ailleurs, avec leur discours prônant la défense de l'Occident chrétien contre l'influence islamique, ce sont eux qui, au bout du compte, présentent le plus grand danger contre la laïcité, pas les enseignantes voilées.

Avec cette version revue et/ou augmentée de la Charte des Valeurs du PQ et de la loi 62 du PLQ, le gouvernement Legault ne fait pas dans la différence. Pendant que ce débat monopolise l'attention, les dénonciations du budget 2019 passent inaperçues alors qu'il s'agit d'un budget qui, malgré des surplus historiques, maintient les Québécois-es sous la chape de plomb austéritaire imposée par les libéraux en 2014.

En faisant du débat sur la laïcité un enjeu de société fondamental, il permet non seulement de dédramatiser les discours les plus réactionnaires et identitaires, mais instrumentalise également le sentiment des Québécois-es qui luttent contre l'oppression nationale en suscitant leur appui à ce projet de loi qu'il leur présente comme une nécessité pour l'affirmation du Québec devant le reste du Canada.

L'oppression nationale dont est victime le Québec dans le cadre de la fédération

canadienne est bien réelle, et c'est là la vraie raison de l'appui d'une part importante de la population québécoise au projet de loi 21, pas, comme l'affirme la presse vénale anglophone, une prétendue propension naturelle au racisme et à l'islamophobie. En effet, le racisme, l'islamophobie, la xénophobie ont le vent dans les voiles dans toutes les sociétés capitalistes avancées à travers le monde. Le Canada anglophone n'échappe pas à cette tendance.

Cependant, il existe bien une différence dans la façon dont ces idéologies réactionnaires s'articulent au Québec où la situation d'oppression nationale peut être instrumentalisée pour faciliter leur pénétration dans la société et fomenter des divisions au sein des masses populaires, car sans ces divisions, cette situation d'oppression nationale pourrait aisément devenir un catalyseur de luttes sociales.

Ainsi, nous saluons la décision des syndicats de l'enseignement (FNEEQ-CSN, FAE, CSQ), de la CSN et du Conseil central de Montréal (CSN) ainsi que la Fédération des femmes du Québec qui n'ont pas hésité à dénoncer la loi 21, tendant ainsi la main à toutes les personnes touchées par cette loi et faisant primer la nécessité de l'unité de la classe ouvrière québécoise sans égard à son origine ethnique ou sa religion.

Car c'est ce dont il s'agit au final: unir la classe ouvrière et les masses populaires du Québec contre leur ennemi commun. Or, tant que cet ennemi commun n'est pas clairement identifié et tant que l'on ne sera pas en mesure d'assimiler que la classe ouvrière québécoise est à la fois musulmane, blanche, racisée, « pure laine » ou immigrée, cette unité ne sera qu'illusoire.

Au final, nous, communistes, ne pouvons oublier que la question de classe doit être facteur de rassemblement et non de division. ♦

Déclaration du Comité exécutif central du Parti communiste du Canada à l'occasion du 1er mai 2019

Construisons une résistance unitaire face à l'attaque du Capital!

Dans le monde entier, le 1er mai 2019 sera célébré comme une journée de lutte pour les droits des travailleur-euse-s, la paix, la démocratie, la solidarité et la durabilité environnementale. Le 1^{er} mai commémorera également le 100^{ième} anniversaire de l'historique grève générale de Winnipeg, en 1919. Mais en même temps, les ennemis de la classe ouvrière sont en train d'entraîner le monde dans la guerre, le fascisme et vers la catastrophe climatique, tandis que des élections fédérales cruciales auront lieu dans quelques mois au Canada.

Sur la scène internationale, les travailleur-euse-s opposent une vaillante résistance au néolibéralisme et à l'austérité. Au cours de la dernière année, d'importantes grèves et manifestations en faveur de l'augmentation des salaires et des droits des travailleur-euse-s ont été organisées, de l'Inde à l'Australie, en passant par la France et le Portugal, et même aux États-Unis où les enseignant-es montrent le chemin. Le peuple soudanais a renversé son dictateur réactionnaire et les travailleur-euse-s se mobilisent pour le changement en Algérie et dans d'autres pays africains. Les travailleur-euse-s s'organisent dans de nombreux secteurs de l'économie capitaliste antisyndicaux, tels que l'industrie numérique, la restauration rapide, la vente au détail en ligne, etc. Malgré la série de victoires remportées par les candidat-e-s de droite dans certains pays d'Amérique latine au cours des dernières années, les travailleur-euse-s et leurs allié-e-s s'opposent au vaste programme de réductions et de privatisations imposé par le brésilien Bolsonaro et d'autres. Bref, la lutte de classe contre les patrons devient plus aigue. Ce n'est pas le temps de se cacher pour laisser passer la tempête - c'est un temps pour accroître la riposte, tout comme les travailleur-euse-s qui durant les décennies passées se sont battus pour gagner la journée de huit heures, l'assurance-chômage, les retraites et le

droit de s'organiser dans les industries de production de masse.

L'impérialisme tente d'utiliser un avantage temporaire pour imposer sa volonté à tout pays qui refuse de se plier aux ordres et aux menaces des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN. La sale campagne de « changement de régime » avec ses sanctions et ses manœuvres de déstabilisation se poursuit contre la révolution bolivarienne au Venezuela et ses alliés, le Nicaragua et Cuba socialiste, pays qui sont toujours au centre des préoccupations de la Maison-Blanche et du Pentagone. Pour différentes raisons, la Chine, la Russie et l'Iran restent des cibles-clés de l'impérialisme. Ces pays sont encerclés par des bases militaires américaines et de l'OTAN, et sont frappés par des sanctions et diverses menaces.

Au Moyen-Orient, l'apartheid israélien a intensifié ses crimes de guerre contre le peuple de Palestine, en particulier à Gaza où des centaines de personnes ont été massacrées lors d'attaques répétées des forces de Tsahal. Malgré les déclarations de Donald Trump en faveur de la paix dans la péninsule coréenne, son gouvernement impose des sanctions à la RPDC et la menace régulièrement d'agression militaire à moins qu'elle n'accepte sa demande de réimposer le capitalisme.

Il y a quatre ans, les libéraux de Trudeau avaient promis de prendre leurs distances du programme d'austérité du gouvernement Harper, des attaques contre les droits des travailleur-euse-s et de la militarisation. Mais une fois au pouvoir, les libéraux ont continué à s'attaquer aux travailleur-euse-s des postes et à leur droit de grève. Ils se sont pliés aux demandes de Trump visant à accroître la contribution du Canada aux agressions des États-Unis et de l'OTAN. Des troupes canadiennes ont été déployées en Ukraine, en Iraq, en Lettonie et au

Mali, et les dépenses militaires canadiennes devraient passer des 20 milliards de dollars qu'elles sont actuellement à 35 milliards.

Maintenant, les scientifiques nous avertissent que des siècles de pillage capitaliste débridé de l'environnement ont amené le monde au bord d'un changement climatique imparable, provoquant des ouragans, des inondations, des sécheresses et des incendies qui affectent des dizaines de millions de personnes. Malgré leur rhétorique, les libéraux de Trudeau ont toujours défendu les intérêts des grands monopoles de l'énergie, ce qui a entraîné une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, une dégradation accrue de l'environnement et une violation flagrante de la souveraineté autochtone.

La crise économique capitaliste a aggravé l'exploitation et la pauvreté. Les 8 personnes les plus riches du monde possèdent désormais autant de richesses que 50% de la population mondiale. L'année dernière, les 2 000 milliardaires les plus riches ont vu leur patrimoine augmenter de 700 milliards de dollars, suffisamment pour mettre fin à l'extrême pauvreté sept fois.

Mais la classe capitaliste continue de se battre avec acharnement pour augmenter ses profits en bloquant les hausses du salaire minimum, en sabrant et en dévalisant les retraites des travailleur-euse-s et en poursuivant son programme de privatisation et d'austérité. Les coûts de logement exorbitants augmentent le nombre des sans-abris dans toutes les grandes villes, la crise des opioïdes fait de plus en plus de victimes et le nombre croissant des suicides chez les jeunes autochtones vivant dans les réserves n'est pas contrôlé.

Une fois au pouvoir, les libéraux ont offert à des sociétés comme SNC-Lavalin le beau cadeau des « Accords de poursuite suspendue », qui sont... **SUITE p. 4** →

→SUITE de la p. 3 ... ni plus ni moins pour les entreprises que des cartes «Sortez de prison» du jeu *Monopoly*. Les APS permettent aux entreprises de payer une amende plutôt qu'être poursuivies pour leurs activités criminelles, y compris pour fraude et corruption. Les renégociations de l'ALENA ont abouti avec l'USMCA à un nouvel élargissement du pouvoir des entreprises nord-américaines. Cet accord confère davantage de droits aux entreprises en matière de suppression d'emplois et de fabrication au Canada, affaiblit le système de gestion de l'offre en agriculture ainsi que l'assurance-maladie publique universelle, les droits des travailleur-euse-s et les droits démocratiques.

Alors que la baisse du niveau de vie alimente la colère du public, la classe capitaliste adopte des stratégies plus violentes et répressives. Les forces capitalistes les plus réactionnaires cherchent à détourner le blâme sur les musulman-e-s, les immigrant-e-s, les femmes, les peuples autochtones, les personnes noires et racisées, les personnes queer et trans. Les organisations d'extrême-droite et fascistes essaient de réduire à néant les acquis durement gagnés des travailleur-euse-s et des opprimé-e-s, et essaient de préserver le système capitaliste lui-même. L'extrême-droite a fait des gains importants au sein des gouvernements de plusieurs d'Europe ainsi qu'aux États-Unis avec l'administration Trump. Au Canada, elle cherche à renforcer ses étroites relations avec le Parti conservateur, comme le montrent les liens d'Andrew Scheer avec Rebel Media, ou comme le montrent les relations de Doug Ford et de Jason Kenney avec des groupes anti-avortement et d'ultra-droite en Ontario et en Alberta. Le gouvernement Legault au Québec, avec son projet de loi contre le port de signes religieux, son soutien à UBER contre les chauffeur-euse-s de taxi et son projet de réduction de l'immigration, en est un autre bon exemple.

Les élections fédérales de cet automne constitueront un moment critique pour le mouvement syndical et ses alliés pour faire reculer le programme d'austérité réactionnaire imposé par les gouvernements de droite. Au lieu des majorités

libérales et conservatrices, les travailleur-euse-s ont besoin d'un nouveau gouvernement doté de nouvelles politiques qui placent l'intérêt des gens avant les profits et les besoins du peuple avant la cupidité des entreprises.

La voie menant à la guerre, au racisme, au chaos climatique, à la pauvreté et à la précarité n'est pas inévitable. De vastes alliances en faveur de la démocratie et des droits à l'égalité doivent se former afin de susciter une action de masse contre les organisations racistes, suprémacistes blanches et fascistes. Les manifestations organisées par les étudiant-e-s contre les changements climatiques et les coupes dans le secteur de l'éducation, les manifestations des femmes, les luttes des communautés autochtones contre l'extension des pipelines et les grèves massives d'enseignant-e-s aux États-Unis sont des exemples de résistance.

Les travailleur-euse-s canadienne-s peuvent et doivent se montrer solidaires tant chez eux qu'à travers le monde, côtes-à-côtes contre les forces qui menacent notre planète. Les syndicats et leurs alliés doivent s'unir et se battre en faveur d'un programme pour le peuple au Canada, fondé sur des revendications susceptibles de faire reculer le pouvoir des entreprises capitalistes et de mettre en échec la marche vers la guerre.

Le Parti communiste du Canada se bat pour:

- Un commerce équitable, pas ALENA 2.0 - commerce multilatéral et mutuellement bénéfique avec tous les pays, incluant des crédits à long terme pour les pays en développement et les pays socialistes;
- Une politique étrangère de paix et de désarmement; sortir de l'OTAN et du NORAD, réduire les dépenses militaires de 75%, ramener au pays les troupes canadiennes impliquées dans des guerres à l'étranger;
- Justice climatique - propriété publique des ressources naturelles et énergétiques; fermeture des sables bitumineux et transition vers la création d'emplois développés par le secteur public dans des sources d'énergie renouvelables telles que le solaire, l'éolien, l'hydroélectricité et le thermique;
- Lancer un programme d'urgence pour la construction de logements

sociaux abordables à travers le Canada; investir dans la fabrication à valeur ajoutée, incluant la fabrication d'une voiture électrique éco-énergétique fabriquée au Canada, ainsi que dans le transport en commun rapide, urbain et interurbain;

- Élargir les programmes sociaux universels et l'assurance-maladie et mettre en place un système de services publics de garderies de qualité, abordables et accessibles à toutes et tous;
 - Augmenter le salaire minimum horaire à 20 dollars; augmenter substantiellement les pensions et abaisser l'âge pour une pleine pension et la Sécurité de la vieillesse à 60 ans; introduire un revenu annuel garanti à un niveau décent; augmenter les prestations de l'assurance-emploi à 90% des revenus antérieurs et élargir la couverture à toutes et tous les chercheurs d'emploi, incluant celles et ceux à la recherche d'un emploi à temps partiel et d'un premier emploi. Promulguer l'équité salariale et l'équité en matière d'emploi; abroger la loi sur les travailleurs étrangers temporaires;
 - Élargir l'accueil et la réinstallation des immigrant-e-s et des réfugié-e-s; éliminer l'accord Canada-États-Unis sur les tiers pays sûrs;
 - Abolir les frais de scolarité et rendre l'enseignement postsecondaire gratuit et accessible à toutes et tous;
 - Protéger et développer les droits civils, sociaux, syndicaux, démocratiques et reproductifs. Promulguer une charte des droits des travailleur-euse-s, incluant les droits de grève, d'organisation et de piquetage. Appliquer et adopter des lois anti-discours haineux. Interdire les organisations qui violent ces lois telles que *Les soldats d'Odin*, *La Meute*, *Your Ward News* et le *KKK*.
- Le 1^{er} mai 2019, les travailleur-euse-s du monde entier s'unissent! Construisons la riposte dans l'esprit de la grève générale de 1919, qui a fait avancer la lutte pour renverser le capitalisme, mettre fin à l'exploitation, à l'oppression, et émanciper l'humanité. Les travailleur-euse-s vont prendre en main leur destin et établir le pouvoir politique de la classe ouvrière. Il est possible de sauver la planète et de gagner un monde meilleur, et en ce 1^{er} mai, notre lutte pour la conquête d'un avenir socialiste se poursuit. ♦



Roger Waters continue à défier les murs

Par Normand Raymond

En 2006, si Roger Waters déplace son concert de Tel Aviv pour protester contre le Mur de la honte en Israël, c'est parce que ce cofondateur du légendaire groupe *Pink Floyd* a toujours été habité d'une conscience sociale forte et engagée. Déjà à l'âge de 15 ans, Waters était président de la Campagne de la jeunesse de Cambridge pour le désarmement nucléaire (YCND) au Royaume-Uni. Militant en faveur du Mouvement BDS, il n'hésite pas à déployer le drapeau palestinien et à porter un kéfié sur scène, pour affirmer son soutien au peuple palestinien. En novembre dernier, dans le cadre de la Grande Conférence du mouvement CISO (Centre international de solidarité ouvrière) à Montréal, dans une vidéo mise en ligne, il fait la promotion de cet événement en lançant un appel aux travailleur-euses à construire une plus grande solidarité pour l'autodétermination du peuple opprimé de la Palestine.

Mais là ne s'arrête pas son militantisme et son engagement politique pour un monde meilleur et plus équitable. Lors de sa dernière tournée internationale, notamment à son passage dans huit pays d'Amérique latine, d'octobre à décembre 2018, Waters dénonce le fascisme, l'impérialisme et la cupidité qui gangrènent le monde. Au Brésil, durant la campagne électorale présidentielle, il appuie en plein concert le mouvement #elenão (pas lui) contre Jair Bolsonaro, qui était alors le candidat de droite, en appelant à ne pas voter pour des néofascistes de la sorte. À Santiago, au Chili, ce géant de la musique rend visite à Joan Jara, la veuve de Victor Jara, l'auteur-compositeur-interprète du peuple lâchement assassiné lors du coup d'État de Pinochet en 1973. Aussi rend-il hommage à cet humble artiste chilien de renommée internationale, en le montrant sur écran géant à son concert au Stade national. À Bogota, le chanteur britannique exprime son appui aux étudiant-e-s en grève pour une éducation gratuite et de qualité, envoyant un message clair au gouvernement colombien : « Savez-vous ce que signifient les prêts étudiants? [...] Ils signifient une vie entière d'esclavage. ». Puis, il déploie sur scène une banderole remise par un étudiant colombien, sur laquelle on pouvait lire le fameux vers de l'auteur reformulé comme suit : « We do need more education ».

Waters s'oppose énergiquement à toute intervention des États-Unis au Venezuela. Ainsi, critique-t-il sévèrement le concert *Venezuela Aid Live*, qui s'est tenu le 22 fin février dans la ville colombienne frontalière de Cúcuta, organisé par le milliardaire Richard Branson, affirmant que, loin d'être une aide humanitaire destinée aux Vénézuélien-ne-s souffrant de pénurie généralisée, il s'agit plutôt d'un effort soutenu par les États-Unis pour discréditer le président légitime Nicolás Maduro et prendre le contrôle du Venezuela. En revanche, il salue l'initiative du *Concierto por el Derecho de Vivir en Paz*, tenu le 24 mars à Santiago, au Chili, qui est un appel à la paix et la libre autodétermination des peuples en Amérique latine, contre l'ingérence nord-américaine et toute atteinte à la souveraineté du Venezuela.

À l'âge de 75 ans, ce grand être humain pourrait bien profiter tranquillement de son immense fortune mais, puisqu'il a l'occasion de faire entendre sa voix, il le fait ouvertement contre ce système pervers et meurtrier dirigé par le pays le plus terroriste du monde que sont les États-Unis. Nul besoin de préciser qu'il s'oppose également à tout éventuel mur de Trump à la frontière avec le Mexique. ♦



PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA

5359, AVENUE DU PARC
MONTREAL, H2V 4G9
PCQPCC@GMAIL.COM
WWW.FACEBOOK.COM/
PCQ1965/

WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA



rebel youth

abonnez-vous à *Rebel-Youth*, la revue bilingue de la Ligue de la jeunesse communiste du Canada!

Toute l'info sur www.ycl-ljc.ca

PEOPLE'S VOICE
NEWS FOR PEOPLE
NOT FOR PROFITS!

\$30 pour 1 an \$50 pour 2 ans
 Revenu modeste: \$15 pour 1 an

NOM: _____
ADRESSE: _____
CODE POSTAL: _____

Envoyez à: PEOPLE'S VOICE,
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 3J1

Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!

NOM _____

ADRESSE _____

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc, Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"

